

Délibération n° 129/2018 du 31 mai 2018 validant le principe du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et développement communal réunie en date du 18 mai 2018 ;
- **Considérant** les ambitions communales en matière de développement de la jeunesse et des activités physiques ;
- **Considérant** le projet de rénovation urbaine inscrit sur le territoire du quartier prioritaire de OUTUMAORO ;
- **Considérant** l'échéance de dépôt du dossier de subvention au Centre national pour le développement du sport (CNDS) du 15 juin 2018 ;
- **Considérant** le plafond financier de l'opération fixé à 200 000 € HT ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 31 mai 2018 ;

ADOpte

- Article 1** – Est validé le principe du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO, équipement collectif de proximité, envisagé dans le périmètre FULLER du projet de rénovation urbaine (PRU).
- Article 2** – Est sollicitée la subvention du Centre national pour le développement du sport (CNDS) pour les équipements sportifs au titre de l'enveloppe « Héritage et Société ».
- Article 3** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 4** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 31 mai 2018,

Extrait certifié conforme au registre des délibérations,

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Ronald TUMAHAI